



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Septembre 2023



Synthèse.....	2
Faits marquants.....	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire.....	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes.....	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
Opérations des comptes spéciaux.....	15
Données patrimoniales.....	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	16
Dettes financières de l'Etat.....	17
Notes méthodologiques.....	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -186,123 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin septembre 2023 s'élève à -186,123 Md€ contre -146,382 Md€ à fin septembre 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-39,741 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 14,072 Md€, une baisse des recettes nettes de 15,563 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 10,106 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 335,695 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,338 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,864 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,123 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,650 Md€, principalement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,916 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (0,889 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 3,178 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (2,092 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,037 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 2,082 Md€, principalement au titre du programme « Service public de l'énergie » (1,134 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin septembre 2023 s'élèvent à 335,695 Md€ contre 321,624 Md€ à fin septembre 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (+14,072 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses de fonctionnement pour +8,161 Md€ (écart principalement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour +4,728 Md€, hausse prévue en LFI), des dépenses de personnel pour +3,380 Md€ (hausse prévue en LFI), des charges de la dette de l'Etat pour +2,880 Md€ (écart essentiellement lié à la

► **Mission Sécurités** : 1,926 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,998 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,888 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 1,813 Md€, principalement au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (1,122 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 1,244 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (0,813 Md€) ;

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 1,241 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (1,131 Md€) ;

► **Mission Plan de relance** : 1,174 Md€, principalement au titre du programme « Ecologie » (0,719 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,172 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (0,855 Md€).

mission "Engagements financiers de l'Etat" pour +2,824 Md€, en raison d'abondements du compte de commerce "Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat" plus élevés qu'en 2022 en raison de l'augmentation de la charge d'intérêt sur la dette de court terme) et des dépenses d'investissement pour +1,194 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Défense", hausse prévue en LFI), ainsi que de la baisse des dépenses d'intervention pour -1,974 Md€ (écart principalement lié à la mission "Plan de relance" pour -3,427 Md€, baisse prévue en LFI).

Recettes du budget général (nettes) : 187,011 Md€

Les principales recettes du mois

► **IS net** : 13,849 Md€ (montant essentiellement lié à l'échéance du 15 septembre) ;

► **TVA nette** : 7,952 Md€ ;

► **IR net** : 4,847 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 7,637 Md€, dont des recettes de prélèvements de solidarité pour 3,685 Md€, de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises affectée à l'Etat pour 2,048 Md€ et d'impôt sur la fortune immobilière pour 1,534 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,523 Md€, dont 1,498 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles** : 2,003 Md€ (principalement des recettes perçues en contrepartie de la prise en charge par l'Etat de frais de dégrèvement et de non-valeur, et des frais d'assiette et de recouvrement de TF) ;

► **TICPE nette** : 1,617 Md€ ;

► **Fonds de concours et attributions de produits** : 0,796 Md€, notamment au titre de versements par l'AFITF pour financer le développement du réseau routier national ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,048 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,047 Md€, dont -2,026 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF).



Recettes fiscales (nettes) : 224,939 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin septembre 2023 s'élèvent à 224,939 Md€ contre 232,243 Md€ à fin septembre 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-7,303 Md€) s'explique essentiellement par une diminution des recettes d'IS net pour -4,971 Md€ (écart lié à une baisse des recettes brutes de 3,322 Md€ et à une hausse des R&D de 1,649 Md€) et des "Autres taxes intérieures" pour -4,369 Md€ (écart principalement lié à

la TICFE, essentiellement en raison de la mise en œuvre du bouclier tarifaire), ainsi que par une hausse des recettes de TVA nette pour +1,342 Md€ (écart lié à une augmentation des recettes brutes avant reversements de 12,498 Md€, ainsi que des R&D de 6,404 Md€ et des reversements de 4,752 Md€) et d'IR net pour +0,692 Md€ (écart lié à une augmentation des recettes brutes de 3,550 Md€ et des R&D de 2,857 Md€).

Recettes non fiscales : 9,568 Md€

Les recettes non fiscales à fin septembre 2023 s'élèvent à 9,568 Md€ contre 18,493 Md€ à fin septembre 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-8,925 Md€) s'explique essentiellement par un versement de l'UE, d'un

montant de 7,400 Md€ en 2022, pour cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance, non encore intervenu en 2023, ainsi que par un dividende de 1,686 Md€ versé par la Banque de France en juin 2022.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -52,580 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin septembre 2023 s'élèvent à -52,580 Md€ contre

-52,702 Md€ à fin septembre 2022 à périmètre constant, soit une évolution de +0,122 Md€.

Fonds de concours et attributions de produits : 5,084 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin septembre 2023 s'élèvent à 5,084 Md€ contre

4,541 Md€ à fin septembre 2022 à périmètre constant, soit une évolution de +0,543 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -37,439 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 10,357 Md€ et des recettes pour 5,479 Md€ (dont 4,011 Md€ au titre des fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » affiche des dépenses pour 1,398 Md€ (dont 0,861 Md€ au titre du paiement des intérêts des OAT à taux fixes et 0,507 Md€ au titre du paiement des intérêts des BTF) et des recettes pour 1,393 Md€ (dont 1,137 Md€ au titre d'abondements par le budget général).

Le solde des comptes spéciaux à fin septembre 2023 s'élève à -37,439 Md€ contre -27,334 Md€ à fin septembre 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-10,106 Md€) s'explique principalement par une diminution du solde des comptes de concours financiers de -8,178 Md€ (dont le compte « Avances aux collectivités territoriales »

pour -8,484 Md€, écart essentiellement lié à une hausse des dépenses prévue en LFI) et du solde des comptes d'affectation spéciale de -2,345 Md€ (dont le compte « Participations financières de l'Etat » pour -1,756 Md€, écart lié à une évolution des dépenses plus dynamique que celle des recettes).

Dettes financières de l'Etat au 30 septembre 2023 : 2 452,560 Md€

La dette financière est en augmentation de 140,269 Md€ depuis le début de l'année 2023.

Cette évolution s'explique par les flux nets des titres négociables (hausse des OAT de +124,087 Md€

et hausse des BTF à hauteur de +19,446 Md€), ainsi que par les dettes financières et autres emprunts (baisse à hauteur de -3,264 Md€).



	Mois	Cumul à fin septembre			Ecart cumul
	Septembre	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	1 810	-186 123	-146 382	-146 611	-39 741
Dépenses du budget général (nettes)	29 633	335 695	321 624	317 410	14 072
Recettes du budget général (nettes)	36 761	187 011	202 575	198 133	-15 563
Principales recettes fiscales (nettes)					
- IR	4 847	49 906	49 213	49 213	692
- IS *	13 849	39 001	43 972	43 972	-4 971
- TICPE	1 617	12 285	12 379	13 047	-93
- TVA	7 952	73 515	72 173	79 339	1 342
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-5 317	-37 439	-27 334	-27 334	-10 106

DONNEES PATRIMONIALES		
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	632	167 388
Dette financière de l'Etat	16 483	2 452 560

* hors contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin septembre		Ecart cumul	
	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité	
unité : million d'€. Septembre					
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 077	1 048	1 048	29
Dépenses de personnel	11 750	106 715	103 335	103 361	3 380
Dépenses de fonctionnement	3 901	57 984	49 824	49 556	8 161
Charges de la dette de l'Etat	1 137	42 411	39 531	39 531	2 880
Dépenses d'investissement	858	13 929	12 735	12 735	1 194
Dépenses d'intervention	11 919	111 458	113 432	109 460	-1 974
Dépenses d'opérations financières	69	2 122	1 719	1 719	403
Total des dépenses (nettes) (I)	29 633	335 695	321 624	317 410	14 072
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	40 132	224 939	232 243	227 945	-7 303
Recettes non fiscales	927	9 568	18 493	18 493	-8 925
Prélèvements sur recettes	-5 094	-52 580	-52 702	-52 847	122
Fonds de concours et attributions de produits ⁽¹⁾	796	5 084	4 541	4 541	543
Total des recettes (nettes) (II)	36 761	187 011	202 575	198 133	-15 563
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	41 855	239 591	255 277	250 979	-15 685
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	7 127	-148 684	-119 049	-119 277	-29 635
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	-129	-1 899	446	446	-2 345
Solde des comptes de concours financiers	-5 161	-36 184	-28 006	-28 006	-8 178
Solde des comptes de commerce	-48	536	180	180	356
Solde des comptes d'opérations monétaires	21	801	-912	-912	1 713
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-5 317	-37 439	-27 334	-27 334	-10 106
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	1 810	-186 123	-146 382	-146 611	-39 741

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023



	Mois	Cumul à fin septembre			Ecart cumul
	Septembre	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 750	106 715	103 335	103 361	3 380
Rémunérations d'activité	6 740	61 635	59 636	59 652	1 998
Cotisations et contributions sociales	4 920	44 227	42 882	42 892	1 345
Prestations sociales et allocations diverses	90	853	817	817	36
AUTRES TITRES	17 883	228 981	218 289	214 049	10 692
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 077	1 048	1 048	29
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	3 901	57 984	49 824	49 556	8 161
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 307	31 436	25 749	25 506	5 687
Subventions pour charges de service public	1 594	26 549	24 075	24 050	2 473
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	1 137	42 411	39 531	39 531	2 880
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	1 137	42 411	39 531	39 531	2 880
Titre 5 - Dépenses d'investissement	858	13 929	12 735	12 735	1 194
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	616	10 287	9 660	9 660	628
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	241	3 642	3 075	3 075	566
Subventions pour charges d'investissement ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Titre 6 - Dépenses d'intervention	11 919	111 458	113 432	109 460	-1 974
Transferts aux ménages	5 439	46 067	44 932	44 835	1 134
Transferts aux entreprises	2 759	31 982	34 507	34 716	-2 525
Transferts aux collectivités territoriales	1 364	11 348	12 316	8 429	-968
Transferts aux autres collectivités	2 247	20 957	20 980	20 784	-23
Appels en garantie	110	1 103	697	697	406
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	69	2 122	1 719	1 719	403
Prêts et avances	0	20	40	40	-20
Dotations en fonds propres	68	842	917	917	-75
Dépenses de participations financières	0	1 260	762	762	498
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	29 633	335 695	321 624	317 410	14 072

⁽¹⁾ Création en LFI 2023



	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2023		Cumul à fin septembre 2022 retraité	Cumul à fin septembre 2022 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2023 / 2022 retraité
	unité : million d'€.						
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	122	128	2 448	2 328	2 312	2 339	16
Action de la France en Europe et dans le monde	92	96	1 600	1 502	1 467	1 467	35
Diplomatie culturelle et d'influence	11	10	560	540	578	605	-38
Français à l'étranger et affaires consulaires	19	21	288	287	268	268	20
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	442	348	3 383	3 300	3 368	3 361	-68
Administration territoriale de l'Etat	265	195	1 929	1 854	1 786	1 775	68
Vie politique	-5	2	143	154	408	408	-254
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	182	151	1 311	1 292	1 173	1 177	119
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	445	137	2 598	2 245	2 755	2 598	-510
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ⁽¹⁾	335	24	1 273	938	1 508	1 642	-570
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	50	54	491	474	528	526	-54
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	49	49	433	431	426	429	5
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG) ⁽²⁾	10	10	401	401	292	0	110
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0	0
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	118	91	3 576	4 018	3 973	3 975	44
Aide économique et financière au développement	15	2	798	1 602	1 498	1 499	103
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	150	150	190	190	-40
Solidarité à l'égard des pays en développement	104	90	2 627	2 266	2 285	2 285	-19
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	3	3	1 541	1 504	1 416	1 416	88
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	3	2	1 468	1 431	1 338	1 338	92
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	74	74	78	78	-4
COHESION DES TERRITOIRES	257	1 172	16 988	14 941	14 271	14 261	671
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	173	193	2 203	1 822	1 709	1 710	113
Aide à l'accès au logement	2	855	13 285	11 663	11 414	11 414	250
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	20	39	801	772	538	538	234
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	20	26	245	206	188	186	18
Politique de la ville	36	51	409	382	361	357	21
Interventions territoriales de l'Etat	6	9	45	97	61	57	36
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	58	56	601	576	539	539	37
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	39	36	379	354	325	325	29
Conseil économique, social et environnemental	0	0	44	44	46	46	-1
Cour des comptes et autres juridictions financières	19	19	177	177	167	167	10
Haut Conseil des finances publiques ⁽³⁾	0	0	0	0	1	1	-1
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0
CULTURE	179	247	2 998	2 590	2 500	2 496	90
Patrimoines	45	64	959	728	722	721	7
Création	17	33	851	714	721	700	-7
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	51	82	590	564	506	506	58
Soutien aux politiques du ministère de la culture	66	68	598	585	552	568	33
DEFENSE	3 393	3 650	36 485	42 133	39 229	39 218	2 905
Environnement et prospective de la politique de défense	45	95	1 100	1 508	1 438	1 438	70
Préparation et emploi des forces	709	889	9 380	9 868	8 807	8 800	1 061
Soutien de la politique de la défense	1 879	1 916	17 692	17 811	17 250	17 245	561
Equiperment des forces	760	750	8 313	12 947	11 735	11 735	1 212
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	68	74	641	622	653	654	-31
Coordination du travail gouvernemental	61	68	540	531	475	476	56
Protection des droits et libertés	7	6	101	90	93	93	-3
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 ⁽³⁾	0	0	0	0	85	85	-85
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	1 903	2 082	29 375	28 092	26 378	26 232	1 714
Infrastructures et services de transports	195	459	6 052	6 203	6 876	6 762	-673
Affaires maritimes, pêche et aquaculture ⁽¹⁾	22	54	242	244	183	146	61
Paysages, eau et biodiversité	5	36	204	204	166	170	37
Expertise, information géographique et météorologie	2	2	451	448	423	423	25
Prévention des risques	28	24	906	756	698	699	58
Energie, climat et après-mines	163	106	4 083	4 031	5 135	5 132	-1 104
Service public de l'énergie	1 134	1 134	13 345	13 345	10 273	10 273	3 072
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	228	234	2 235	2 237	2 187	2 189	50
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	6	6	493	493	437	437	56
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires ⁽²⁾	121	28	1 365	132	0	0	132



	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2023		Cumul à fin septembre 2022 retraité	Cumul à fin septembre 2022 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2023 / 2022 retraité
	unité : million d'€.						
ECONOMIE	170	244	3 215	2 815	4 217	3 963	-1 402
Développement des entreprises et régulations	119	172	2 168	2 078	1 371	1 345	707
Plan "France Très haut débit"	0	0	73	-151	200	200	-351
Statistiques et études économiques	37	32	346	336	334	334	2
Stratégies économiques	14	41	629	553	564	336	-11
Financement des opérations patrimoniales en 2023 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽¹⁾	0	0	0	0	1 748	1 748	-1 748
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	1 227	1 241	43 188	49 855	41 886	41 886	7 968
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	1 131	1 131	41 919	41 919	39 095	39 095	2 824
Appels en garantie de l'Etat	96	110	1 219	1 219	786	786	433
Epargne	0	0	51	51	41	41	10
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	80	80	0
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19	0	0	0	6 586	1 885	1 885	4 701
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 365	6 338	60 431	60 311	58 618	58 636	1 693
Enseignement scolaire public du premier degré	2 127	2 123	18 813	18 800	18 189	18 188	611
Enseignement scolaire public du second degré	2 868	2 864	26 711	26 700	25 956	25 962	745
Vie de l'élève	459	477	5 583	5 586	5 414	5 414	171
Enseignement privé du premier et du second degrés	562	560	6 188	6 173	6 053	6 053	120
Soutien de la politique de l'éducation nationale	235	222	1 997	1 937	1 895	1 895	42
Enseignement technique agricole	115	92	1 139	1 115	1 110	1 123	4
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	873	840	7 882	7 628	7 403	7 401	226
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	648	652	5 936	5 741	5 608	5 602	133
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	85	58	715	688	626	629	62
Facilitation et sécurisation des échanges	141	129	1 231	1 200	1 169	1 170	31
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	116	91	1 646	1 338	1 381	1 381	-43
Immigration et asile	92	65	1 261	990	1 057	1 057	-67
Intégration et accès à la nationalité française	24	26	385	348	323	323	25
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	15	103	3 180	3 705	2 898	2 898	807
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	80	195	195	-115
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	441	441	-441
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	23	383	383	-361
Financement des investissements stratégiques	15	103	1 302	1 802	1 414	1 414	389
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	0	1 878	1 800	465	465	1 335
JUSTICE	1 161	850	8 693	8 339	7 673	7 675	666
Justice judiciaire	330	313	3 136	3 022	2 895	2 895	127
Administration pénitentiaire	639	325	3 590	3 406	3 190	3 190	217
Protection judiciaire de la jeunesse	80	84	822	767	696	696	72
Accès au droit et à la justice	79	78	636	632	473	473	159
Conduite et pilotage de la politique de la justice	32	50	506	507	417	418	90
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	3	3	3	3	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	39	21	584	451	386	385	65
Presse et médias	38	11	279	244	174	174	70
Livre et industries culturelles	1	10	305	207	212	212	-5
OUTRE-MER	42	155	2 070	1 672	1 659	1 873	14
Emploi outre-mer	25	110	1 437	1 212	1 232	1 443	-19
Conditions de vie outre-mer	17	45	633	460	427	430	33
PLAN DE RELANCE	29	1 174	68	2 844	6 888	6 888	-4 044
Écologie	-4	719	9	1 924	2 868	2 868	-944
Compétitivité	31	13	58	439	1 357	1 357	-918
Cohésion	2	442	1	481	2 664	2 664	-2 182
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE ⁽³⁾	0	0	0	0	1 961	1 961	-1 961
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	100	100	-100
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	1 740	1 740	-1 740
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	0	0	78	78	-78
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	0	0	0
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	0	0	0	0	43	43	-43
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 077	1 077	1 048	1 048	29
Présidence de la République	0	0	110	110	105	105	5
Assemblée nationale	0	0	571	571	552	552	19
Sénat	0	0	346	346	339	339	8
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34	34	0
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	13	13	16	16	-3
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1	0



	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2023		Cumul à fin septembre 2022 retraité	Cumul à fin septembre 2022 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2023 / 2022 retraité
	unité : million d'€.						
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	293	1 813	29 087	24 090	22 972	22 952	1 118
Formations supérieures et recherche universitaire	118	141	14 453	12 429	11 905	11 902	524
Vie étudiante	221	251	2 691	2 190	2 234	2 233	-44
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	20	1 122	7 712	5 467	5 211	5 215	256
Recherche spatiale	0	173	1 779	1 386	1 290	1 290	96
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	27	1 414	1 607	1 599	1 598	8
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	-85	80	575	591	471	470	120
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	142	115	0	0	115
Enseignement supérieur et recherche agricoles	20	20	321	306	263	242	43
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	69	514	5 527	5 073	4 915	5 029	158
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	69	358	3 813	3 525	3 319	3 433	206
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	68	735	669	669	669	0
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	89	979	880	927	927	-48
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	93	277	3 614	3 212	3 141	3 146	71
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	92	270	3 472	3 054	2 995	2 997	59
Concours spécifiques et administration	1	7	143	158	146	149	12
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	8 661	8 656	114 199	114 183	103 170	103 027	11 013
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	8 059	8 054	110 748	110 733	99 282	99 282	11 451
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	602	602	3 451	3 450	3 888	3 745	-439
SANTE	1 168	806	3 380	2 746	1 183	1 183	1 563
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	9	34	304	259	333	333	-74
Protection maladie	0	0	1 146	942	850	850	92
Carte vitale biométrique ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0	0
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Sécur investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)	1 158	772	1 930	1 544	0	0	1 544
SECURITES	2 181	1 926	17 485	16 913	16 207	16 209	706
Police nationale	1 042	998	9 129	8 929	8 563	8 564	366
Gendarmerie nationale	985	888	7 768	7 497	7 163	7 164	334
Sécurité et éducation routières	3	3	39	29	27	27	2
Sécurité civile	151	36	550	458	454	454	4
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	192	3 178	28 336	22 405	23 196	23 091	-792
Inclusion sociale et protection des personnes	138	1 037	13 225	10 451	11 926	11 821	-1 475
Handicap et dépendance	0	2 092	14 012	10 966	10 133	10 133	832
Egalité entre les femmes et les hommes	3	5	30	31	26	26	4
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	51	44	1 069	957	911	910	46
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation ⁽³⁾	0	0	0	0	200	200	-200
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	102	175	1 289	1 235	1 046	1 046	189
Sport	84	126	471	412	374	374	37
Jeunesse et vie associative	17	49	740	605	472	472	133
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	79	219	200	200	19
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	48	54	517	558	442	441	117
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs ⁽¹⁾	13	17	174	244	143	143	101
Transformation publique	4	9	65	95	104	104	-10
Innovation et transformation numériques	1	0	5	4	4	4	0
Fonction publique	26	24	241	183	163	163	20
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	3	3	32	32	27	27	4
TRAVAIL ET EMPLOI	1 254	1 244	14 713	13 629	11 223	11 232	2 407
Accès et retour à l'emploi	508	376	5 060	5 010	5 635	5 640	-625
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	696	813	9 092	8 042	5 040	5 040	3 002
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	-1	1	51	71	65	65	6
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	50	54	510	507	484	488	23
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	31 089	37 688	450 813	446 428	420 905	420 437	25 523
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	23 029	29 633	340 064	335 695	321 624	317 410	14 072

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023

⁽²⁾ Création en LFI 2023

⁽³⁾ Suppression en LFI 2023



	Mois	Cumul à fin septembre		Ecart cumul	
		2023	2022 retraité		2022 exécuté
unité : million d'€.	Septembre				
Impôt sur le Revenu (A)	6 355	72 728	69 178	69 178	3 550
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	2 003	3 077	3 112	3 170	-35
Impôt sur les sociétés (C)	15 159	62 190	66 088	66 088	-3 897
Impôt sur les sociétés	14 881	61 109	64 431	64 431	-3 322
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	260	1 062	1 308	1 308	-245
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	19	19	349	349	-330
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	7 637	24 964	25 852	18 716	-888
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	89	1 079	759	759	320
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	48	4 242	3 408	3 408	834
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	95	170	0	0	170
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	1	0	0	1
Impôt sur la fortune immobilière	1 534	1 873	1 855	1 855	18
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	3	3	3	1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	1	228	100	100	128
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	1	1	1	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	15	25	25	-10
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	4	24	27	27	-4
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	5	81	83	83	-2
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	2	212	199	199	13
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	3 685	9 934	9 424	9 424	510
Taxe sur les services numériques	13	411	359	359	52
Taxe d'habitation sur les résidences principales	12	442	1 676	1 676	-1 234
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	2 048	5 662	7 257	121	-1 595
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	1	1	0
Recettes diverses	101	586	675	675	-89
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 736	13 771	14 094	14 761	-322
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	12 772	131 932	124 185	131 350	7 747
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 523	27 010	29 016	27 708	-2 006
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	27	380	549	549	-169
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	19	151	152	152	-1
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	5	73	60	60	14



	Mois	Cumul à fin septembre			Ecart cumulé
		2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
	unité : million d'€.	Septembre			
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	244	2 785	2 237	2 237	548
Mutations à titre gratuit par décès	1 254	11 748	10 845	10 845	903
Contribution de sécurité immobilière	55	590	681	681	-91
Autres conventions et actes civils	29	327	338	338	-11
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	37	448	432	432	16
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	23	324	307	307	18
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	12	144	122	122	22
Timbre unique	52	320	279	279	41
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	42	550	407	407	143
Droits d'importation	0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité ⁽¹⁾	161	557	0	0	557
Autres taxes intérieures	15	2 100	6 469	5 161	-4 369
Autres droits et recettes accessoires	0	4	3	3	0
Amendes et confiscations	3	31	33	33	-1
Taxe générale sur les activités polluantes	3	603	103	103	500
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	2	47	49	49	-1
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	1	166	158	158	9
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	36	37	37	-1
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	18	17	17	1
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	560	560	560	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	23	24	24	-1
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	205	1 897	1 950	1 950	-53
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	95	713	643	643	70
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	34	305	306	306	-1
Prélèvement sur les paris sportifs	64	611	548	548	63
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	10	86	73	73	13
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	51	783	1 115	1 115	-333
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	0
Autres taxes	73	629	520	520	109
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	48 187	335 673	331 524	330 972	4 148
TOTAL GENERAL (net)	40 132	224 939	232 243	227 945	-7 303

⁽¹⁾ Création en LFI 2023



	Mois	Cumul à fin septembre		Ecart cumulé	
	Septembre	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Dividendes et recettes assimilées (A)	11	2 703	4 213	4 213	-1 511
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	712	1 812	1 812	-1 100
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	11	1 977	1 283	1 283	694
Autres dividendes et recettes assimilées	0	13	1 118	1 118	-1 105
Produits du domaine de l'Etat (B)	74	1 005	620	620	385
Revenus du domaine public non militaire	18	347	204	204	144
Autres revenus du domaine public	0	4	2	2	2
Revenus du domaine privé	8	339	206	206	133
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	47	314	206	206	108
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	1	1	1	0
Produits de la vente de biens et services (C)	333	2 030	2 196	2 196	-166
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	62	391	422	422	-31
Autres frais d'assiette et de recouvrement	75	777	826	826	-49
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	2	7	27	27	-20
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	3	4	4	0
Autres recettes diverses	195	852	917	917	-66
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	124	453	418	418	35
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	98	260	35	35	225
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	8	7	7	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	10	27	10	10	17
Intérêts des autres prêts et avances	2	56	271	271	-216
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	9	62	67	67	-5
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	6	6	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	5	34	21	21	13



	Mois	Cumul à fin septembre			Ecart cumul 2023 / 2022 retraité
		2023	2022 retraité	2022 exécuté	
	Septembre				
		unité : million d'€.			
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	111	1 190	1 771	1 771	-581
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	5	143	424	424	-281
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	44	219	240	240	-22
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	10	6	6	4
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	60	761	1 032	1 032	-270
Frais de poursuite	0	5	9	9	-4
Frais de justice et d'instance	1	6	7	7	-1
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	0	2	9	9	-7
Divers (F)	275	2 187	9 275	9 275	-7 088
Reversements de Natixis	0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	533	348	348	185
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	61	421	594	594	-173
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	17	175	143	143	32
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	10	10	10	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	4	5	5	-1
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	5	6	6	-1
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	5	5	0
Récupération d'indus	70	129	21	21	108
Recouvrements après admission en non-valeur	8	82	99	99	-18
Divers versements de l'Union européenne	0	0	7 400	7 400	-7 400
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	3	29	104	104	-75
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	26	20	20	6
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	2	10	10	-7
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0	0
Soultte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	81	338	246	246	91
Produits divers	2	22	6	6	16
Autres produits divers	27	406	260	260	146
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	927	9 568	18 493	18 493	-8 925

(1) Suppression en LFI 2023



	Mois		Cumul à fin septembre		Ecart cumul
	Septembre	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 047	-34 112	-33 008	-33 152	-1 104
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 026	-20 947	-20 476	-20 615	-471
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-2	-2	-2	0
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-6	-8	-8	1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-426	-5 297	-5 161	-5 161	-136
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-22	-633	-593	-593	-40
Dotation élu local	-5	-108	-94	-94	-14
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	-29	-61	-61	32
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	-4	5	0	-9
Dotation départementale d'équipement des collèges	-6	-324	-314	-314	-10
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	-605	-661	-661	57
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-3	-3	-3	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-240	-2 159	-2 163	-2 163	4
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-10	-333	-334	-334	2
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	10	10	-12
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-80	-80	-80	0
Fonds de compensation des nuisances aeroportuaires	0	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	1	-258	-266	-266	8
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	-27	-27	27
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-14	-81	-81	-81	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-68	-68	-68	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	30	284	284	-254
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-279	-3 198	-2 912	-2 912	-286
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	-1	-1	1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle	0	-5	0	0	-5
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-2 048	-18 468	-19 694	-19 694	1 226
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 094	-52 580	-52 702	-52 847	122
Fonds de concours et attributions de produits ⁽¹⁾					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	750	4 501	4 195	4 195	306
Fonds de concours - coopération internationale	46	583	346	346	237
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS ⁽¹⁾	796	5 084	4 541	4 541	543

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023



	Mois de septembre		Cumul à fin septembre									Ecart cumul		
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes				Soldes 2023 / 2022 retraité	
			2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023	2022 retraité	2022 exécuté			
unité : million d'€.														
Comptes d'affectation spéciale	5 516	5 387	63 675	52 714	52 714	61 776	53 160	53 160	-1 899	446	446		-2 345	
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	67	147	759	644	644	1 489	1 365	1 365	730	721	721		9	
Développement agricole et rural	1	6	89	83	83	144	135	135	55	51	51		4	
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	33	32	207	241	241	283	282	282	77	41	41		36	
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	90	22	321	210	210	365	186	186	44	-24	-24		68	
Participation de la France au désendettement de la Grèce ⁽¹⁾	0	0	0	133	133	0	0	0	0	-133	-133		133	
Participations financières de l'Etat	160	100	15 156	6 360	6 360	12 900	5 861	5 861	-2 256	-500	-500		-1 756	
Pensions	5 165	5 079	47 144	45 043	45 043	46 595	45 331	45 331	-549	289	289		-838	
Comptes de concours financiers	10 736	5 576	97 431	89 476	89 476	61 247	61 470	61 470	-36 184	-28 006	-28 006		-8 178	
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	
Avances à l'audiovisuel public	318	5	2 862	2 769	2 769	59	487	487	-2 803	-2 282	-2 282		-521	
Avances aux collectivités territoriales	10 357	5 479	92 451	83 509	83 509	59 214	58 756	58 756	-33 237	-24 753	-24 753		-8 484	
Prêts à des Etats étrangers	3	7	479	643	643	332	843	843	-148	200	200		-348	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	8	3	418	905	905	272	280	280	-146	-625	-625		479	
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics ⁽²⁾	50	82	1 220	1 648	1 648	1 370	1 103	1 103	150	-545	-545		695	
Comptes de commerce	1 649	1 602	50 986	44 490	44 490	51 523	44 670	44 670	536	180	180		356	
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires ⁽²⁾	62	85	767	739	739	832	683	683	66	-56	-56		121	
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16	16	147	147	147	134	143	143	-13	-3	-3		-10	
Couverture des risques financiers de l'Etat	1	1	2 163	1 703	1 703	2 163	1 703	1 703	0	0	0		0	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	81	44	516	475	475	577	562	562	61	88	88		-27	
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	1 398	1 393	45 989	40 621	40 621	45 992	40 647	40 647	4	26	26		-22	
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	5	7	7	4	5	5	-2	-2	-2		1	
Opérations commerciales des domaines	5	5	51	41	41	85	78	78	34	37	37		-3	
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	4	6	23	23	23	23	18	18	0	-5	-5		5	
Renouvellement des concessions hydroélectriques ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	
Soutien financier au commerce extérieur	82	50	1 325	734	734	1 712	831	831	387	97	97		290	
Comptes d'opérations monétaires	0	21	148	3 003	3 003	949	2 091	2 091	801	-912	-912		1 713	
Emission des monnaies métalliques	0	21	68	97	97	196	222	222	128	125	125		2	
Opérations avec le Fonds Monétaire International	0	0	52	2 822	2 822	745	1 864	1 864	694	-958	-958		1 652	
Pertes et bénéfices de change	0	0	28	83	83	8	5	5	-20	-79	-79		58	
TOTAL COMPTES SPECIAUX	17 902	12 585	212 240	189 683	189 683	175 495	161 391	161 391	-36 745	-28 292	-28 292		-8 453	
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	17 902	12 585	212 189	186 860	186 860	174 749	159 526	159 526	-37 439	-27 334	-27 334		-10 106	

⁽¹⁾ Suppression en LFI 2023

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2023



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2022	Flux nets de l'année	Solde à fin septembre 2023
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes à caractère financier	Organismes d'assurance et de réassurance	389	-12	377
		Caisse des Dépôts et Consignations	12	-1	11
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	4 834	245	5 080
	Total organismes à caractère financier		5 235	232	5 467
	CEPL	Régions	2 683	-157	2 526
		Départements	12 020	-2 182	9 838
		Communes	31 795	-889	30 906
		Etablissements publics de coopération intercommunale	18 875	-332	18 543
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 393	-328	2 064
		Autres	10 106	-441	9 666
	Total CEPL		77 872	-4 329	73 543
	Etablissements publics de santé		9 230	-2 298	6 933
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	26 972	-6 780	20 193
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	22 088	-160	21 928
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	5 175	1 238	6 414
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 305	71	2 376
Total établissements publics nationaux		56 540	-5 630	50 910	
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger		8 816	-1 549	7 267	
Union européenne		3 975	1 556	5 531	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie	5 986	59	6 045	
	GIP	1 887	286	2 173	
	EPLÉ	2 809	457	3 266	
	Autres correspondants	3 338	371	3 709	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	72	-72	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés		14 091	1 101	15 192	
Total Dépôts de fonds du Trésor		175 760	-10 916	164 844	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	306	1 821	2 127	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	3	414	417	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	Total Comptes à terme	309	2 235	2 544	
Total Passif (A)		176 069	-8 681	167 388	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)		176 069	-8 681	167 388	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2022	Flux nets de l'année	Solde à fin septembre 2023
Titres négociables (A)	2 277 824	143 533	2 421 357
Titres négociables à moyen et long terme	2 129 361	124 087	2 253 448
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 129 361	124 087	2 253 448
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 867 131	127 337	1 994 467
- <i>taux variable</i>	213 940	-751	213 189
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	148 463	19 446	167 909
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	148 463	19 446	167 909
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	34 468	-3 264	31 204
TOTAL (A+B+C)	2 312 292	140 269	2 452 560



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois.
Les chiffres « 2022 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière.
Les chiffres « 2022 retraité » correspondent aux données « 2022 exécuté » corrigées du montant 2022 du programme 201 « Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux » et des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.